

ATELIER

Accès aux ressources en Afrique de l'Ouest : quelle durabilité et quelles conflictualités ?

Ouagadougou, Burkina Faso (3 et 4 février 2015)

Lieu : ISSP- Institut supérieur des sciences de la population – Université de Ouagadougou

PARTENAIRES SCIENTIFIQUES ET FINANCIERS: ISSP-Université de Ouagadougou, Université de Ouaga 2, Université Panthéon-Sorbonne Paris 1; IEDES-UMR Développement et sociétés; IRD; PRODIG, Programme Mutations et défis africains (MDA) (Paris Nouveaux Mondes), Ambassade de France.

OBJECTIFS :

L'accès aux ressources (minières et foncières notamment), leur contrôle, leur gestion, leur gouvernance, leur privatisation progressive ainsi que l'intensification des formes « d'extractivisme marchand » (tantôt de manière artisanale, tantôt selon un modèle entrepreneurial) suscitent l'intérêt et les préoccupations d'un nombre grandissant d'acteurs. Bien que les processus à l'œuvre dans le domaine soient résolument globaux (acteurs multinationaux, flux de circulation globaux, finance internationale), ils se posent aujourd'hui en Afrique subsaharienne dans des termes exacerbés (extraversion du continent, domination économique et politique des Etats, carence des régulations, contrôle environnemental faible) et remodelés (montée des contestations, structuration institutionnelle du secteur, publicité mondiale accrue, premières fermetures de sites, capitalisation de l'expérience des populations etc.

Cet atelier de deux jours, réunissant chercheurs et professionnels du secteur, portera plus spécifiquement sur les questions minières afin de parvenir dans le temps imparti à des débats plus précis. Se tenant dans un pays illustrant tous les aspects du « boom minier », souhaite aborder ces questions par le prisme de la « durabilité » et des « conflictualités ». Il souhaite souligner la grande pluralité des acteurs concernés bien que certains, dans l'affirmation des nombreux bienfaits apportés par l'économie des ressources, soient souvent oubliés : l'Etat mais aussi les collectivités territoriales, les entreprises multinationales mais aussi le secteur traditionnel et les élites locales acheteuses de terres ou pourvoyeuses d'expertise, les acteurs de la régulation du secteur mais aussi les universités qui forment à ces nouveaux métiers, les populations locales riveraines mais aussi les migrants qui souvent à distance se mobilisent pour le « contrôle » de leur territoire laissé derrière etc.

Il ambitionne enfin de contribuer à la réflexion au Burkina et dans la sous-région entre chercheurs, professionnels, citoyens sur les forts enjeux minier qui, au delà de l'actualité, concerne durablement une part de plus en plus importante des populations.